

ÉDITO

Analyse de la situation israélienne post attaques terroristes du Hamas

Par Jonathan Benadibah



Jonathan Benadibah a été en poste successivement au sein des cabinets Eurocrise et ADIT sur des fonctions de Consultant, Directeur du développement et Directeur délégué, où il a eu l'opportunité de travailler sur des problématiques de différentes natures à destination d'acteurs français et internationaux. Il rejoint ESL & Network en 2017 en tant que Responsable du Pôle Due Diligence et Compliance ; et occupe la fonction de Directeur au sein du groupe depuis janvier 2021. Il est également membre de l'Observatoire de l'Intelligence Économique (OIEF) et membre du Cercle K2. Il a été Auditeur du 49ème cycle Intelligence Economique et Stratégique de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN). Il est également maître de conférences à Sciences Po où il enseigne l'Intelligence Stratégique.

servir. D'ailleurs, Yoav Galant, ministre de la Défense qualifiera cette fracture qui pénètre la société israélienne et l'armée comme étant un danger immédiat et tangible pour la sécurité de l'Etat d'Israël.

D'un point de vue sécuritaire, Israël avait concentré ses moyens militaires en Cisjordanie, avec notamment le transfert de trois bataillons de la région Sud afin de renforcer la sécurité des colonies de Cisjordanie sans prêter attention à la menace qui pesait sur les populations du Sud d'Israël. Le journal Haaretz indique que les services de renseignement israéliens ont reçu des « signaux faibles » en provenance du Sud du pays mais qui n'ont pas eu pour effet un relèvement du niveau d'alerte. Le Shin Bet craignant une possible incursion visant à enlever un ou des Israéliens, a dépêché « une petite équipe opérationnelle » et, dès le lendemain, celle-ci se retrouvait à affronter des terroristes du Hamas dans un kibboutz près de la frontière avec Gaza.

Un 11 septembre israélien

Le bilan de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël ne cesse de s'alourdir avec plus de 1400 morts, plus de 3 800 blessés et environ 200 otages israéliens actuellement retenus dans la bande de Gaza. Cette attaque terroriste fut d'une barbarie sans nom : des hommes, des femmes, des enfants - dont des bébés - qui vont être assassinés de sang-froid, violés, décapités, brûlés. Le Hamas a appliqué aux kibboutz du sud d'Israël les méthodes sauvages de Daech, c'est-à-dire tuer sans limite, mais aussi prendre tout ce qui était à portée, à savoir du matériel militaire, de l'argent et des otages.

Ainsi, le Hamas a fait, proportionnellement à la démographie du pays, « pire » que les attaques contre le World Trade Center de New York.

Un échec politique de Benjamin Netanyahu et une défaillance du renseignement israélien

Dès le lendemain des attaques, il a été rapidement question de surestimation technologique d'Israël pour contenir les menaces pouvant venir de Gaza. De nombreux experts contestent les choix de Tsahal concernant l'utilisation de matériel militaire de pointe automatisé, comme les systèmes de surveillance, d'alerte, de riposte, au détriment des habituelles patrouilles de régiments quadrillant les zones sensibles.

Mais au-delà de cette question, on peut légitimement s'interroger sur une potentielle défaillance du renseignement israélien. Depuis lundi dernier, des indiscretions en provenance de hauts responsables israéliens et des analyses de la propagande du Hamas aboutissent au même constat : les préparatifs de cette opération de grande ampleur se sont déroulés sous le nez des renseignements israéliens. Et aucune mesure n'a été prise. Une autre enquête d'un spécialiste de la politique israélienne, Barak Ravid, s'appuie sur les récits de trois responsables : « *Ceux-ci confirment que, la veille de l'offensive, les renseignements israéliens ont constaté une augmentation de l'activité du Hamas à Gaza et suggéré même une attaque en préparation. Plusieurs consultations, qui ont eu lieu en présence du chef d'état-major et du directeur du Shin Bet, ont conduit à envoyer deux équipes réduites de forces spéciales au Sud du pays. Une réponse a posteriori totalement inadaptée, d'après les sources de Barak Ravid, qui*

Une société israélienne divisée et une concentration des moyens militaires en Cisjordanie

Le sixième gouvernement Netanyahu, formé à l'issue des élections législatives du 1er novembre 2022 est une coalition composée de six partis de droite et d'extrême droite. Ce gouvernement a fracturé la société israélienne, notamment lors du projet de la réforme judiciaire qui donnera lieu à l'un des plus importants mouvements de contestation qu'ait connu le pays depuis sa création en 1948. Les opposants à la réforme arguaient que les changements proposés allaient faire basculer la démocratie israélienne vers un régime autocratique illibéral. De l'autre, les soutiens à la réforme mettaient en avant que cette dernière permettrait de rétablir la « souveraineté du peuple » et de ses élus. Prise entre deux feux, Tsahal va être confrontée à une sédition de réservistes qui vont annoncer leur refus de

évoquent clairement une erreur d'appréciation ». Les officiers généraux ont immédiatement assumé leur échec complet, tout en adaptant et improvisant sans attendre des directives et des ordres. Cependant, la responsabilité la plus lourde incombe à une mauvaise analyse stratégique de la situation par Benjamin Netanyahu. Selon Samy Cohen, politiste spécialiste des questions de politique étrangère et de défense, Benjamin Netanyahu « avait tout intérêt à avoir à son flanc Sud un Hamas relativement fort, pour pouvoir dire qu'Israël ne pouvait pas négocier avec une société palestinienne divisée. Un Hamas omniprésent était vu comme une assurance protégeant de toute pression internationale en faveur de la reprise des pourparlers israélo-palestiniens. Cette stratégie s'est doublée d'une croyance naïve selon laquelle il fallait aider le Hamas à se maintenir en lui faisant des concessions qui lui permettraient d'améliorer le sort de sa population, assurant ainsi des périodes plus ou moins longues d'accalmie à la frontière ».

Fin de règne de Benjamin Netanyahu

Les répercussions politiques de cette attaque terroriste vont être majeures. Benjamin Netanyahu ne survivra pas politiquement à l'un des plus grands désastres de l'Histoire d'Israël. Certes, les Israéliens font bloc derrière leur drapeau, mais plus tard viendra l'heure des commissions d'enquête parlementaires, chargées de faire la lumière sur les causes de l'échec du 7 octobre. Mais, dans les rues, la colère du peuple israélien contre son Premier Ministre est palpable.

Vendredi dernier, le journal le Maariv a publié un sondage faisant état d'une véritable chute libre de la cote de popularité du Premier Ministre et de celle de son parti. Cette dégringolade s'accompagne d'une montée en flèche de Benny Gantz, ancien chef d'état-major, ancien ministre de la Défense, et chef du parti centriste Hosen l'Yisrael, qui se voit désormais crédité de 41 sièges en cas d'élections. À la question « De Netanyahu ou de Gantz, lequel est le plus à même de devenir Premier Ministre ? », Gantz l'emporte à 48 %, dominant de 19 points le Premier Ministre.

Face à la gravité de la situation, Benny Gantz et Benjamin Netanyahu ont annoncé mercredi 11 octobre la formation d'un gouvernement d'urgence. Un cabinet de guerre a été créé, comprenant le Premier ministre, le ministre de la Défense, Yoav Gallant, et Benny Gantz. Le centriste Yaïr Lapid, actuel chef de l'opposition, a, de son côté, refusé de se prêter au jeu de la coalition. Il réclame l'éjection de certains ministres du gouvernement, à commencer par celle de Bezalel Smotrich, ministre des Finances et celle d'Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale.

Après la guerre, la paix ?

Aujourd'hui la sécurité de l'Etat d'Israël passe par l'élimination du Hamas. Face à l'horreur, Israël a le droit de se défendre et doit le faire en présen-

vant les populations civiles. D'ailleurs, avant de procéder à une éventuelle offensive terrestre et en amont de l'ensemble des frappes aériennes de Tsahal, Israël demande l'évacuation des populations civiles (appels téléphoniques, largage de tracts) mais les terroristes du Hamas empêchent sa population de fuir le Nord de Gaza pour se réfugier au Sud, diffusent des fake news et utilisent la population gazaouie en tant que bouclier humain afin de dissimuler ses infrastructures terroristes au sein d'écoles, d'hôpitaux et autres bâtiments publics. Oui, cette guerre va engendrer des victimes civiles à Gaza – ce que l'on ne peut que déplorer –, mais cela est de la seule responsabilité du Hamas qui prend en otage les Gazaouis et la cause palestinienne. Jamais l'armée israélienne ne ciblera de manière délibérée des civils à l'inverse des terroristes du Hamas.

En parallèle de la riposte militaire israélienne, il serait bon de s'interroger sur les sanctions / actions que la communauté internationale doit prendre contre les soutiens / alliés du Hamas qui ont contribué de manière directe ou indirecte à l'organisation de ces attaques :

- Le Hezbollah d'un point de vue militaire (fourniture d'armements et formation des militants du Hamas) ;
- L'Iran (armement et formation des militants du Hamas, fourniture de renseignements, soutien financier) ;
- Le Qatar (hébergement des chefs du Hamas à Doha et financement du Hamas) ;
- La Corée du Nord (fourniture d'armements).

Selon Eva Illouz, sociologue, « à la fin de ce conflit, il est possible que Israël se divise encore plus profondément qu'avant la guerre. La droite accuse déjà les protestataires d'avoir été des traîtres et d'avoir permis ce désastre alors que le camp démo-

cratique a tous les droits de penser que ce sont les réformes judiciaires et la négligence du gouvernement qui sont responsables de la situation ».

Néanmoins, il faudra envisager la paix. Israéliens et Palestiniens devront apprendre à cohabiter l'un à côté de l'autre mais cela ne sera possible qu'à deux conditions :

- Destruction du Hamas, jamais les Israéliens ne pourront accepter une paix avec la présence de cette organisation terroriste à sa frontière ;
- Désolidarisation de la part des Palestiniens avec les méthodes barbares du Hamas.

A partir de ce moment, il faudra trouver un interlocuteur palestinien pouvant incarner le dialogue. Forcément, il aura du « sang sur les mains » mais il ne sera pas labellisé Hamas ou Jihad Islamique et n'aura pas sombré dans les turpitudes de l'Autorité Palestinienne concernant la gestion de la Cisjordanie. Ainsi, selon un sondage réalisé par le Palestinian Center for Policy and Survey Research, la figure qui fait le plus consensus afin de remplacer Mahmoud Abbas est Marwan Barghouti. Ofer Bronchtein, Président du Forum international pour la paix et ancien conseiller d'Yitzhak Rabin, abonde dans ce sens : « On peut imaginer la libération de Marwan Barghouti, ancien chef de file d'une faction armée du Fatah, dans le cadre de possibles échanges destinés à ramener des otages israéliens. Ce dernier fait l'unanimité. Il connaît bien la société israélienne. Il pourrait rassembler les factions palestiniennes et les mener vers des négociations difficiles mais prometteuses avec Israël ».

Enfin, une reprise des négociations de paix pourra être l'occasion de relancer les accords d'Abraham qui se trouvent au point mort. L'Arabie Saoudite et le Maroc peuvent jouer un rôle nouveau sur ce sujet en appui des intermédiaires historiques que sont l'Egypte et la Jordanie ●



REGARD D'EXPERT

Après la France, les Peuls prochains bouc émissaires des juntes au Sahel ?

Par Emmanuel Goujon



Gérant de la société de conseils Approche Globale Afrique (AGA) qu'il a créé en 2011, Emmanuel GOUJON travaille depuis plus de 25 ans sur l'Afrique subsaharienne et notamment sur l'Ethiopie. Il a été journaliste et correspondant de guerre pour plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse, basée pendant 13 ans en Afrique. Il est aujourd'hui spécialiste de la veille pays, de la prévention/gestion de crise et des relations publiques.

Après le Mali et le Burkina, le Niger a connu son coup d'Etat militaire. Les trois régimes putschistes, avec une plus ou moins grande virulence, ont fait de la France le bouc émissaire de l'échec sur la question de la lutte contre le terrorisme. Maintenant que la France et ses militaires sont partis, ou en train de le faire au Niger, les dirigeants militaires maliens, burkinabè et nigériens se retrouvent seuls face aux mêmes problèmes.

Sur qui vont-ils cette fois faire porter les conséquences de leur incurie, de leur impréparation et des défaites de plus en plus nombreuses face aux groupes armés terroristes (GAT) ? Sans doute

sur les Peuls, déjà stigmatisés dans ces trois pays comme « des complices des terroristes ». Tous les ingrédients sont déjà présents pour que cette communauté devienne la prochaine cible de juntes souhaitant à tout prix se maintenir au pouvoir dans des pays dont la surface sécurisée se réduit comme peau de chagrin.

Depuis 2015, la région du Sahel a été le théâtre d'un nombre croissant d'actes de violence ciblant la communauté peule. Les violences ont touché plusieurs pays de la région, notamment le Mali, le Burkina Faso, le Nigeria, le Niger et le Tchad. Ce conflit, larvé et complexe a des racines historiques, ethniques, économiques et politiques, et il continue de poser de graves défis en matière de droits de l'Homme et de sécurité dans la région. Estimés à plus de 40 millions de personnes, les Peuls sont l'une des plus importantes ethnies d'Afrique.

Ces derniers mois, avec l'arrivée au pouvoir de juntes militaires où les Peuls sont quasiment absents, et avec la recrudescence des actions des GAT face à l'affaiblissement de l'Etat et des armées dans ces pays, il est à craindre une forte aggravation de la situation des Peuls. Ces dirigeants militaires, confrontés à l'aggravation de la situation sécuritaire, risquent en effet de développer contre

les Peuls une logique et un discours de bouc-émissaire, afin de mobiliser les foules et de faire oublier leurs échecs, qui pourraient entraîner des massacres à grande échelle et de plus en plus nombreux - un génocide ? - de Peuls, population particulièrement vulnérable dans sa grande majorité.

Il s'agit d'un conflit de basse intensité pour le moment, mais qui revêt une dimension internationale en Afrique de l'Ouest. Il convient de distinguer les situations différentes en fonction des pays, entre d'un côté les Etats qui sont directement confrontés au terrorisme : Mali, Niger, Burkina Faso ; et ceux où la population peule est importante, mais où la situation sécuritaire est moins grave : Tchad, Sénégal, Guinée^[1].

Causes anciennes et multifformes aggravées par l'insécurité terroriste

Le conflit contre les Peuls en Afrique de l'Ouest est multiforme, impliquant des groupes armés islamistes, des milices ethniques/communautaires et des forces de sécurité nationales, plus ou moins bien formées et équipées. S'ajoute désormais la dimension des mercenaires de Wagner (ancienne





ou nouvelle formule !). Les causes profondes et anciennes du conflit sont variées et souvent entremêlées :

– Conflits ethniques et pastoraux : La compétition pour les ressources naturelles, en particulier les pâturages et l'eau, entre les éleveurs Peuls et les agriculteurs d'autres communautés, a entraîné depuis très longtemps des tensions et des affrontements violents.

– Radicalisation islamiste : Certains groupes extrémistes islamistes ont exploité les frustrations sociales et économiques au sein de la communauté Peule pour recruter des militants et promouvoir leur idéologie, comme la Katiba Macina au Mali.

– La marginalisation politique et économique des Peuls dans certains pays a alimenté un sentiment d'injustice et d'exclusion, conduisant certains à chercher des alternatives radicales^[2]. Une partie des Peuls étant toujours nomade ou semi-nomade, on s'interroge sur leur nationalité.

– L'histoire de l'Empire Peul au XIX^{ème} siècle^[3] est faite de conquêtes et d'asservissement, d'islamisation aussi, des communautés non-Peules de la région, ce qui a nourri un certain ressentiment. Cette conquête a précédé la colonisation européenne, contre laquelle l'Empire Peul a d'ailleurs lutté farouchement.

– Réponses sécuritaires inappropriées : Dans certains cas, les opérations des forces de sécurité ont été menées de manière brutale et aveugle, entraînant des violations des droits de l'Homme, des exécutions extra-judiciaires et l'arrestation injuste de Peuls innocents, notamment au Mali et au Burkina Faso^[4].

– Au Mali, les affrontements entre les groupes djihadistes, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), et les groupes d'autodéfense villageois ont entraîné de nombreux massacres de Peuls soupçonnés de soutenir les djihadistes. D'un autre côté au Burkina Faso, les attaques djihadistes contre des villages et des marchés ont souvent pris pour cible la communauté peule, les accusant de collaboration avec le gouvernement. Certains des très rares Peuls engagés dans les VDP (Volontaires pour la Défense de la Patrie) ont été assassinés

sans qu'on sache si leurs assassins étaient des terroristes ou leurs propres collègues...

Dans l'ensemble du Sahel, le conflit contre les Peuls a déjà eu de graves conséquences humanitaires. Des milliers de personnes ont été tuées, des villages entiers ont été détruits et des centaines de milliers de personnes ont été déplacées. L'accès à l'aide humanitaire et aux services de base a été entravé dans les zones touchées par les violences. Sur le plan international, les Nations Unies, l'Union africaine (UA) et d'autres organisations régionales ou ONG ont exprimé leur inquiétude face à la détérioration de la situation et ont appelé à des mesures pour mettre fin aux violences contre les Peuls et à l'impunité des auteurs.

Développement d'un racisme anti-Peuls décomplexé

Le racisme anti-Peuls^[5] - qui existait de manière diffuse et est liée au nomadisme depuis longtemps - a trouvé un champ d'expression plus large avec l'accusation de soutien aux djihadistes dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest : Mali et Burkina Faso particulièrement. Les attaques des GAT, le lancement de la Katiba Macina au Mali (par Ahmadou Koufa et ses appels aux Peuls à le rejoindre), ont poussé beaucoup de gens à associer les Peuls aux djihadistes, parfois même contre la réalité des chiffres. Par exemple, au Burkina Faso, les accusés de terrorisme arrêtés sont en grande majorité des Mossi - ce qui a surpris les autorités -, mais le grand public ne le sait pas. Dans certains cas, les médias locaux et nationaux, de même que les réseaux sociaux, ont perpétué des stéréotypes négatifs, parfois anciens mais remis au goût du jour, sur les Peuls, contribuant ainsi à la méfiance envers cette communauté.

Selon certains chercheurs, plus de 3 000 Peuls ont déjà été tués depuis 2015 au Burkina Faso et au Mali^[6]. La situation est devenue particulièrement mauvaise, en termes de meurtres ethniques, dès 2018-2019, au Mali. La création de milices populaires d'auto-défense (VDP, Dozos...) dont sont exclus les Peuls aggrave les choses : « En 2022, les Peuls représentaient la moitié de tous les civils tués par les militaires et les milices

ethniques au Burkina Faso et au Mali, malgré le fait qu'ils représentent environ 8 à 10 % de la population au Burkina Faso et 15 % de la population au Mali », expliquait en mars 2023 dans Atlantico^[7], James Courtright, chercheur à l'Institute for Current World. Au Mali, les FAMA, et les mercenaires de Wagner s'associent régulièrement aux milices locales non peules qui connaissent le terrain, ce qui aggrave encore le niveau de violence anti-peules ●

[1] Cette dernière constituant un cas particulier dans la mesure où les tensions politiques recouvrent une réalité ethnique, les Peuls étant majoritairement dans l'opposition derrière Cellou Dalein Diallo.

[2] Un des exemples les plus souvent cité est celui de l'obtention des pièces nationales d'identité, plus difficiles à obtenir pour les Peuls que pour les autres ethnies.

[3] L'ascension de cet empire a été marquée par la domination des Peuls sur les autres groupes ethniques de la région et leur influence culturelle et religieuse durable. Cette conquête s'est doublée de la mise en place d'un Etat centralisé géré selon les règles de l'Islam, et divisé en différentes structures administratives. Le Sultanat de Sokoto (Nigeria) est une survivance de cet empire Peul. Mais il existe d'autres structures administratives issues de l'Empire Peul, comme le Royaume du Liptako au Burkina Faso qui a toujours un Emir comme chef traditionnel.

[4] Cas documentés largement par l'ONU et les ONG internationales de défense des droits de l'Homme.

[5] La « Fulaniphobie » comme disent les Maliens, de Fulani, l'autre appellation des Peuls, en anglais également.

[6] Amnesty International et Humans Rights Watch ont documenté, au Burkina Faso et au Mali, qu'à la suite d'embuscades et d'attaques contre l'armée et la police, les forces de sécurité, ne sachant pas qui a commis l'attaque, se rendaient dans la communauté peule la plus proche et arrêtaient 10 à 15 personnes qui ne devaient plus jamais être revues, ou étaient retrouvées mortes quelques jours plus tard.

[7] <https://atlantico.fr/article/rdv/l-inquietant-retour-des-massacres-ethniques-par-les-armees-de-certains-etats-d-afrique-de-l-ouest-mali-burkina-faso-regions-territoires-morts-innocents-victimes-james-courtright>

REGARD D'EXPERT

Accords d'Abraham: la normalisation avec Israël reste impopulaire parmi les citoyens des quatre pays concernés.

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Jeudi 13 août 2020, bureau ovale de la Maison Blanche : Donald Trump reçoit une salve d'applaudissements. Quelques mois avant de quitter la présidence des États-Unis, le président vient de réaliser une prouesse diplomatique. Entouré de ses conseillers, celui qui avait promis de rendre sa grandeur à l'Amérique annonce un « accord de paix historique » entre « deux grands amis » de Washington: les Émirats Arabes Unis et Israël. Les accords d'Abraham seront formellement signés le 15 septembre 2020, rejoints par Bahreïn, puis le Soudan et le Maroc. L'Égypte, qui avait acté 26 ans auparavant la paix avec Israël, salue mollement l'affaire conclue. L'Occident se félicite, pendant que quelques dirigeants de la région, comme le président turc, la condamnent fermement. Mais qu'en est-il des populations concernées ? Quelques mouvements de protestation ont bien eu lieu dans les pays signataires; mais rapidement réprimés, ils ne produisent qu'une vague impression d'opposition. Qu'importe, le 31 août 2020, le premier vol commercial décolle de l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv pour se poser en grande pompe à Abou Dhabi. Ce jour-là, des centaines de Palestiniens brûlent des drapeaux émiratis à l'effigie du président Moha-

med ben Zayed, estimant une nouvelle fois avoir été trahis. Certes, les États signataires n'étaient pas en guerre contre l'État hébreu, certes ils entretenaient des relations plus ou moins dissimulées depuis de longues années, mais l'officialisation de la normalisation avec Israël entérine au grand jour un constat hautement symbolique: le délitement de l'unité arabe autour de la cause palestinienne. Sur le papier, l'accord qui prévoit l'ouverture des ambassades, l'établissement de liens commerciaux et touristiques, oblige Israël à mettre un terme à ses projets de colonisation en Cisjordanie et préserve la solution à deux États. Sur le papier...

En réalité, le but des États-Unis est surtout de freiner l'influence iranienne au Moyen-Orient. Pour les pays du Golfe, l'opportunité se présente de recevoir les bonnes grâces de Washington, parain d'Israël dans la région. Alors dans ce contexte, la cause palestinienne passe vite à la trappe. D'ailleurs, le soir même de l'annonce de l'accord, Benjamin Netanyahu semble déjà avoir oublié une des conditions : « J'ai apporté la paix, je réaliserai l'annexion » déclare-t-il, sans susciter plus de réaction que ça de la part des États signataires. Et les médias internationaux couvrent par la suite à profusion le bon accueil réservé aux touristes israéliens aux EAU, ainsi que l'annonce de la signature d'accords israélo-émiriens dans les domaines économique, technologique et sécuritaire. Pourtant, les citoyens des pays signataires n'ont pas été consultés. Les EAU avaient longtemps inculqué à leur population la haine d'Israël. Revenir sur cette position à une telle vitesse et avec une telle fanfare en ont choqué beaucoup. Ce sentiment est partagé par un grand nombre de citoyens de la région, selon les données statistiques obtenues sur le sujet. En mars 2022, le Washington Institute publie un son-

dage, révélant que plus des deux tiers des habitants de Bahreïn, d'Arabie Saoudite et des EAU ont une opinion défavorable des accords d'Abraham, moins de deux ans après leur signature. En juillet dernier, une autre étude réalisée par le même institut montre cette fois que le soutien aux accords d'Abraham dans le Golfe est en chute libre: aux EAU et à Bahreïn, seuls 27 % et 20 % des personnes sondées les considèrent comme positives pour la région. Des données empiriques qui invitent cependant à la prudence tant l'opinion publique dans ces États se trouve cadenassée à bien des égards. Désormais, dans la plupart des pays signataires, critiquer la normalisation avec Israël revient à s'exposer à la répression des autorités. Pourtant, depuis la signature des accords d'Abraham, Benjamin Netanyahu ne s'est toujours pas rendu aux EAU. Sa visite a même été reportée six fois, notamment après que le ministre d'extrême droite Itamar Ben-Gvir se soit rendu sur l'esplanade des Mosquées en janvier, violant ainsi le *statu quo* entourant le lieu saint. Faut-il y voir un signe d'embarras d'Abou Dhabi? D'autant que les violences se multiplient dans les territoires palestiniens et qu'Israël est dirigé par le gouvernement le plus à droite de son histoire.

Après l'annonce de la normalisation de Bahreïn avec Israël, quelques manifestations ont émaillé le royaume. Des pétitions ont été signées, une vidéo de Bahreïnais exprimant leur solidarité avec les Palestiniens a circulé, puis plus grand-chose, si ce n'est quelques incidents rapidement camouflés. En juin 2022, la ministre de la culture cheikha May bint Mohamed Al Khalifa a par exemple été limogée après avoir refusé de serrer la main à l'ambassadeur israélien, un prétexte démenti par les autorités. Par ailleurs les pays signataires n'ont pas la tâche aisée pour démontrer la cohérence de leur position. Au Maroc, la ligne diplomatique officielle consiste à défendre à la fois la cause palestinienne, très populaire au sein de la population, et à soutenir la normalisation avec Israël. Le roi Mohamed VI est ainsi sur une ligne de crête, en représentant à la fois la présidence du comité al-Qods chargé de préserver le caractère arabo-musulman de Jérusalem, tout en imposant d'une main de fer un consensus autour de la normalisation. Mais la décision de l'État hébreu de reconnaître la marocanité du Sahara occidental annoncée le 17 juillet était naturellement la condition attendue des accords d'Abraham. Toutefois, beaucoup de Marocains restent sceptiques quant aux retombées de la normalisation par rapport à ce qui était promis par les voix pro-Israël, qui se sont répandues dans les médias pour convaincre la population que cette décision allait transformer positivement leur vie. La prudence des Marocains à s'emparer du sujet s'explique en grande partie par un ordre des priorités : La normalisation a eu lieu à un moment où la majorité des Marocains cherchaient avant tout à trouver un emploi pour subvenir à leurs besoins. Aujourd'hui on remarque la présence de drapeaux palestiniens dans les manifestations, même celles liées à la situation économique.

De même, la floraison de drapeaux palestiniens lors du Mondial de football à Doha confirme que les accords d'Abraham n'ont pas encore réussi à convaincre les opinions publiques arabes ●

REGARD D'EXPERTE

Situation au Proche-Orient : la guerre de l'information à l'ère des réseaux sociaux?

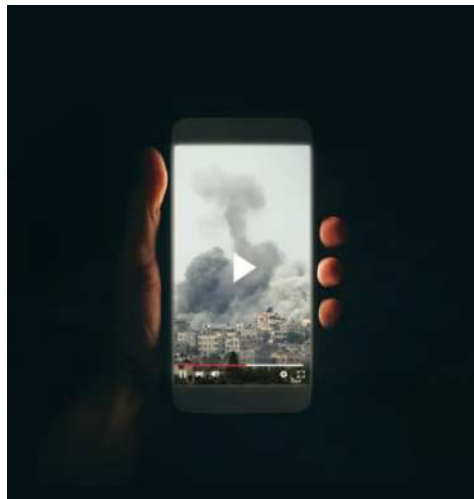
Par **Joanne Rouhier**



Joanne Rouhier est diplômée d'un Master en Relations Publiques – Affaires européennes de l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales à Bruxelles, au cours duquel elle étudie les fondamentaux

des affaires européennes, la communication institutionnelle et corporate, les stratégies d'influence et les relations presses.

« L'histoire des guerres est aussi l'histoire des médias » : samedi 7 octobre 2023 à l'aube, les combattants du Hamas lancent l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » contre Israël. Dès les premières heures, l'écho de l'attaque terroriste sur les réseaux sociaux est considérable. #Hamas, #Israël, #Gaza... Selon Visibrain, avec plus de 170 millions de messages sur X (anciennement Twitter) liés à l'attaque et à la riposte qui s'en est suivie, la guerre entre le Hamas et Israël dépasse même le nombre de messages diffusés au début de la pandémie de Covid-19. Entre fake news, propagande et manque de modération, les réseaux sociaux deviennent rapidement un terrain de guerre de la communication pour les bel-ligérants.



Les réseaux sociaux, caisse de résonance d'une guerre de l'information

Dès le début de l'attaque, les réseaux sociaux sont inondés de photos et de vidéos des actions du Hamas : la vidéo d'une jeune femme dénudée et inconsciente à l'arrière d'un pick-up, la mort d'une grand-mère filmée sur Facebook, des combattants annonçant au téléphone la mort de leurs proches à des Israéliens... Outre les images choc, le Hamas affiche également aux yeux de tous sa force d'attaque, avec des vidéos montrant des parapentistes s'envoler pour rejoindre le sud d'Israël ou encore un tracteur utilisé comme bélier pour faire tomber des clôtures de fil barbelés. L'objectif ? Renforcer la terreur dans le camp israélien et déstabiliser son armée. Une propagande bien ficelée jouant tantôt sur la terreur, tantôt sur la démonstration de force et d'organisation du Hamas, relayée par des utilisateurs. Une surenchère dans l'illustration de la violence et de la terreur, dont l'impact auprès des utilisateurs de ces plateformes et des partages qui l'accompagnent offre une caisse de résonance à la communication de guerre orchestrée par le Hamas.

En réponse, les forces armées israéliennes partagent des vidéos montrant la préparation des soldats de l'Armée de l'Air, nombreux et bien équipés, en vue d'une riposte. Benjamin Netanyahu s'affiche aux côtés des soldats, sur le terrain. Après les démonstrations de force, Israël mise sur un autre type de communication, celui de l'émotion. Décompte du nombre de victimes civiles, vidéos de la population venue donner son sang, ou encore de bâtiments ravagés par les flammes après l'explosion de roquettes... Des images récoltées et diffusées pour illustrer la brutalité qui touche le pays et émuir au-delà de ses frontières.

Si, sur les réseaux sociaux, Israël communique principalement sur les comptes officiels de ses institutions, le Hamas quant à lui mobilise sa chaîne télévisée, Al-Aqsa TV fortement mobilisée par le

pour relayer les déclarations de ses représentants et les diffuser au plus grand nombre dans l'espace digital.

Extrême droite, complotistes, influence étrangère... les réseaux sociaux offrent un terrain de jeu idéal dans la propagation des fake news

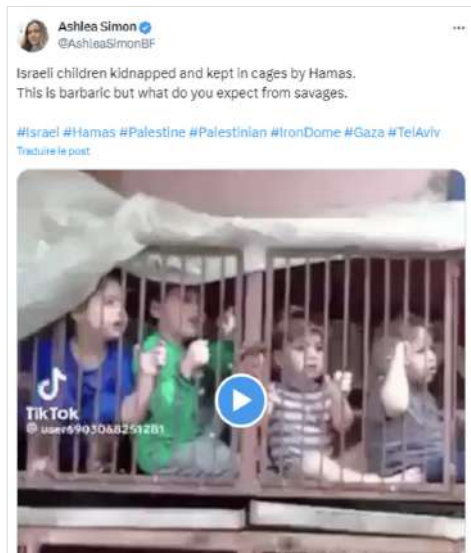
Séquences détournées, falsifiées ou même tirées de fiction. Comme si l'horreur ne suffisait pas, de nombreux comptes profitent de l'occasion pour propager des fake news afin de déstabiliser l'adversaire et orienter l'opinion publique : vidéos de combattants du Hamas faisant intrusion en territoire israélien en parapente (en réalité tournée en Egypte en septembre 2023 à l'académie militaire du Caire) ; nuée de roquettes tirées par le Hamas en direction d'Israël (vidéo de la guerre en Syrie et partagée sur les réseaux sociaux dès février 2020) ; ou encore d'hélicoptères israéliens abattus en plein vol par des membres du Hamas (extrait tiré du jeu vidéo Arma III)... des séquences détournées partagées des milliers de fois par les utilisateurs visant à décrédibiliser l'adversaire ou asseoir la dominance de l'un des deux camps.



Publication illustrée par une vidéo détournée datant du mois de septembre 2023 au Caire

Les journalistes dénoncent la responsabilité des algorithmes qui remontent les contenus choquants dans le but de garder les utilisateurs le plus longtemps sur la plateforme, que le contenu soit vérifié ou non, et qui orientent les publications qui apparaissent dans le fil d'actualité des utilisateurs en fonction de leurs convictions et ne donnent donc aucune information neutre à ces derniers. D'où proviennent ces fake news ? Selon la journaliste Samira El Gadir, ces contenus émanent de comptes russes ou iraniens proches du Hamas, de comptes d'extrême droite européenne visant à amalgamer musulmans aux terroristes ou encore de comptes complotistes.

Lancé autour du 13 octobre par l'extrême droite américaine et relayé également par la sphère complotiste, le #BibiKnew (Bibi étant le surnom de Benyamin Netanyahu) sous-entend que le Premier ministre israélien « savait » et même que ce dernier aurait organisé ces attaques en raison des contestations de la population liées à sa réforme de la Justice, qui ont lieu depuis un an dans le pays. Si les complotistes et l'ultra droite ne suffisaient pas à la propagation des fake news, certaines personnalités politiques se font également le relais de ces intox. Au lendemain de l'attaque, Ashlea Simon, présidente du parti d'extrême droite britannique Britain First, a partagé sur Twitter une vidéo montrant des enfants enfermés dans des cages par le Hamas. Relayée des milliers de fois sur les réseaux sociaux, il s'agit en réalité d'une vidéo publiée sur TikTok plusieurs jours avant l'attaque et montrant des enfants jouant à l'école. Malgré l'alerte des utilisateurs et un message de Twitter informant que la vidéo est sortie de son contexte, l'élue n'a pas supprimé sa publication.



Rapidement, la rumeur de nouveaux nés décapités se répand sur la toile, suite à un reportage de la chaîne israélienne i24 News et des déclarations de Joe Biden appuyant ses dires. Finalement, le porte-parole de la Maison Blanche fait marche arrière et précise que le Président des Etats-Unis n'a jamais consulté ces photos. Les comptes proches du Hamas ne manquent pas ce rétropédalage et accusent Israël de mentir et de manipuler l'opinion publique pour la rallier à sa cause. Sur Twitter, le compte officiel du bureau du Premier ministre

israélien publie alors les images de corps d'enfants, dont il affirme qu'elles sont authentifiées comme étant celles du massacre du kibboutz de Kfar Aza. Plusieurs comptes pro-Hamas, dont l'agence de presse du Hamas, utilisent le logiciel Optic Ai Or Not, sensé détecter les signes de génération d'IA, et accusent Israël d'avoir généré de fausses images de bébés brûlés, avec à l'appui des captures d'écran du logiciel lui-même. Alors, plusieurs comptes d'utilisateurs et même de journalistes produisent des contre-tests sur le logiciel Optic Ai Or Not, dont les résultats varient considérablement. Une information confirmée par le porte-parole du logiciel lui-même pour démentir ces accusations.

Les néo-médias ne sont pas en reste : plusieurs journalistes alertent sur les comptes d'informations indépendants, dont les informations ne sont pas toujours fiables et qui représentent une caisse de résonance idéale à la propagande informationnelle.

Stratégies de communication : prise à témoin des opinions publiques et mobilisations des influenceurs populaires

Ces stratégies de communication, qui usent de multiples ressorts, visent un même objectif : prendre l'ascendant sur l'adversaire par l'opinion publique.

Une utilisation des codes de la communication, bien que similaire aux actions de propagande rencontrées dans n'importe quel contexte de guerre, qui peut surprendre. Tous les codes modernes de la communication sont repris, à l'instar de l'agence de presse liée au Hamas, Quds News Network, publie des vidéos qui reprennent par exemple les codes du « fact-checking » et les techniques du « debunking » pour déconstruire le discours de



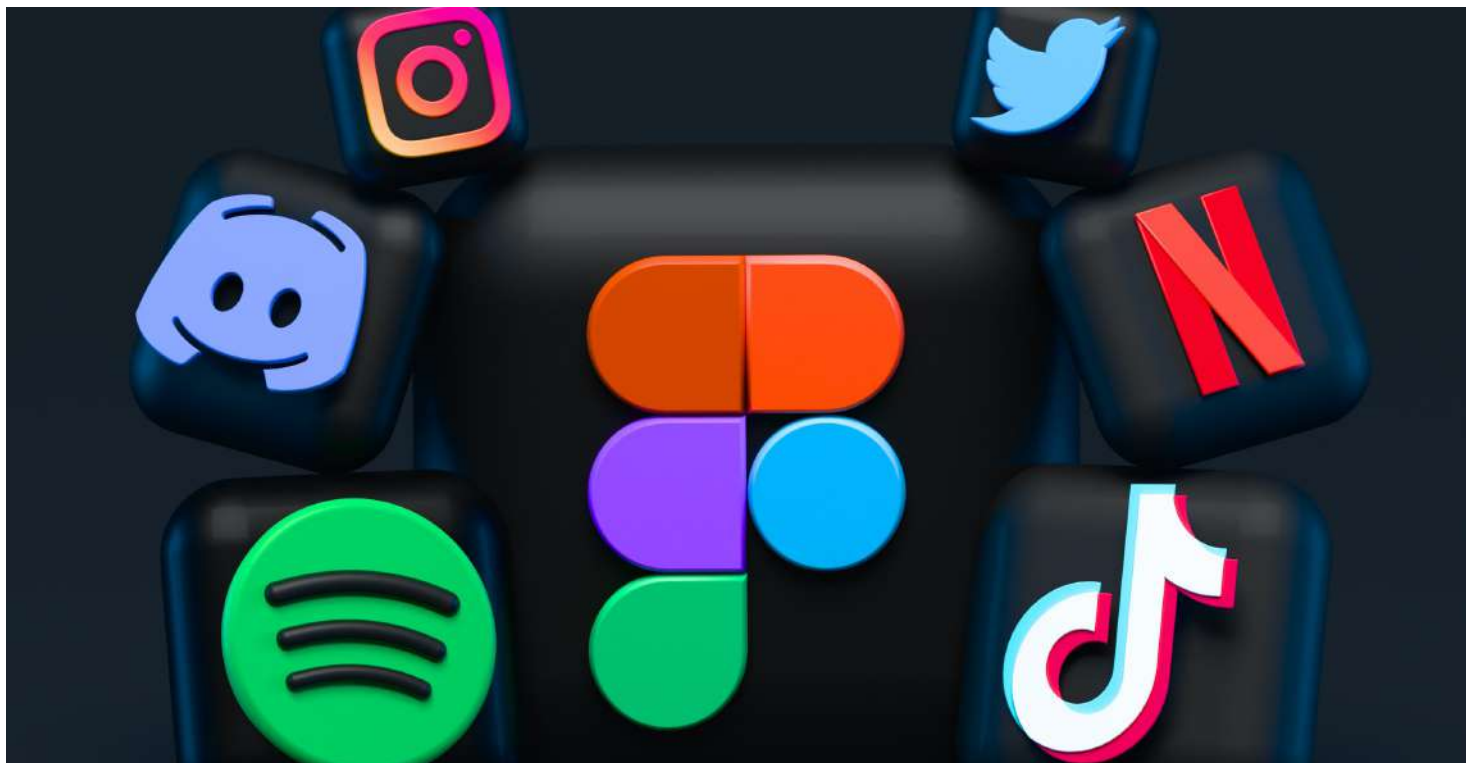
l'adversaire.

En Israël, les acteurs de la série israélienne « Fauda », popularisée à travers le monde grâce à la plateforme Netflix, reprennent les codes de l'influence et partagent diverses vidéos, tantôt remerciant les opinions publiques mondiales du soutien envers Israël, tantôt témoignant sur la réalité des combats qui se déroulent. En tenue de soldat, Idan

Amedi, l'un des acteurs de la série, déclare dans une vidéo face caméra : « Ceci n'est pas une scène de Fauda, c'est la vraie vie ». Dans une vidéo relayée sur Twitter par le compte officiel de l'ambassade d'Israël en France, Itzik Cohen, un second acteur de Fauda, prend la parole en arabe, puis en anglais, expliquant avoir entendu de nombreuses fake news depuis l'attaque du Hamas et déclare que « les combattants du Hamas ne se battent pas pour la liberté [du peuple Palestinien], ce sont des terroristes qui souhaitent détruire et Israël et tuer des Juifs à travers le monde. (...) Je sais que ces atrocités semblent unimaginables, mais ce sont les faits. » et demande aux utilisateurs de ne pas propager ces fake news. La vidéo ayant eu le plus d'impact, et qui a notamment fait l'objet de plusieurs articles dans la presse française, est celle de l'acteur principal de la même série Fauda, Lior Raz. Vétéran d'une unité de combat d'élite israélienne avant de se lancer dans le cinéma, l'acteur partage une vidéo de lui en pleine opération de sauvetage alors que des roquettes explosent à quelques mètres de lui et explique avoir extrait deux familles dans la ville bombardée du sud du pays. Entre fierté et unité, dans ces vidéos, les acteurs transmettent le même message « nous sommes mobilisés, tout comme vous, pour notre pays ».



Si la publicité n'est pas nouvelle dans un contexte de guerre, aujourd'hui, l'achat d'espace publicitaire en ligne utilisé pour la propagande avant le lancement d'une vidéo YouTube ou lors d'une partie de Candy Crush surprend de plus belle. Jeudi 12 octobre, plusieurs utilisateurs se plaignent



d'une publicité anxiogène diffusée en ligne. Une vidéo de 27 secondes aux tons pastel, montrant des licornes au milieu d'arcs-en-ciel et d'étoiles souriantes qui affiche le message suivant : « Nous savons que votre enfant ne peut pas lire ceci. Nous avons un message important à vous transmettre en tant que parent. 40 nourrissons ont été assassinés en Israël par les terroristes du Hamas (ISIS). Tout comme vous feriez tout pour votre enfant, nous ferons tout pour protéger les nôtres. Maintenant, serrez votre bébé dans vos bras et tenez-vous à nos côtés ». À la fin de la vidéo apparaît le logo du ministère des Affaires étrangères d'Israël. Plusieurs utilisateurs ont signalé la vidéo. Google l'a jugée conforme - sa diffusion a toutefois été interdite sur YouTube Kids en raison du « caractère politique et des références à la mort » de cette publicité. Des codes de la communication moderne utilisés pour un même objectif : Convaincre par l'émotion, illustrer l'atrocité à Gaza et en Israël pour rallier à sa cause, mettre en lumière les failles de son adversaire pour gagner l'opinion publique et enfin ressortir vainqueur.

Modération en berne : des plateformes défaillantes dans leur responsabilité de protection des utilisateurs ?

Entre contenus violents et désinformation, les réseaux sociaux sont devenus le terrain de jeu idéal en temps de guerre. Quid de la modération ? L'Union européenne a rapidement rappelé les plateformes à l'ordre concernant leurs obligations en matière de modération dans le cadre de la nouvelle législation européenne sur les services numériques (DSA), entrée en vigueur fin août. Si Meta a indiqué mettre en place un centre d'opération spécial composé d'experts pour suivre de près l'évolution de la situation en temps réel, TikTok a annoncé mettre en place « un centre de commandement » et a décidé de faire évoluer ses « systèmes de détection automatisés proactifs en temps réel » visant à détecter et supprimer automatiquement les contenus graphiques et violents sans y exposer les utilisateurs ou leurs modérateurs eux-mêmes.

Quid de X ? Alors que depuis son rachat par Elon Musk, le réseau social était d'ores et déjà dans le viseur du commissaire européen Thierry Breton, ce dernier a annoncé que la plateforme était actuellement visée par une enquête pour « diffusion présumée de fausses informations, contenus violents et à caractère terroriste et discours de haine ». Conséquence du licenciement d'une partie de l'équipe de modération ? Ou de la certification payante Twitter Blue qui légitime le discours de comptes non vé-

riés ? Cette guerre est avant tout le révélateur d'une crise de l'information, et plus particulièrement de la désinformation, extrêmement dangereuse. A l'ère des réseaux sociaux, la vitesse de propagation des informations, des algorithmes, de l'intelligence artificielle, des comptes d'influence étrangère... comment s'informer avec justesse en temps de guerre ?

Le 17 octobre, une roquette frappe l'hôpital Al-Ahli Arabi de Gaza entraînant la mort de « centaines » de civils (le bilan humain demeure incertain à ce jour, 19 octobre 2023). Instantanément, la toile s'embrase. Sur les réseaux sociaux les photos et vidéos de la roquette, de l'explosion et de l'incendie sont analysées par les utilisateurs pour déterminer le responsable de cette attaque. Des journalistes et des membres d'ONG enquêtent. Les utilisateurs pointent du doigt tour à tour un nouveau responsable, sans qu'aucune lumière ne soit faite sur la situation. Alors que chacun cherche à être le premier sur l'information, les plumes s'emmêlent et certains rétro-pédalent. Malgré le travail d'OSINT, les analyses ne permettent pas de conclure à ce stade ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.